

imposant des sanctions économiques contre l'Iraq et le Koweït occupé.

Le Conseil de sécurité a adopté ensuite 10 autres résolutions. Parmi celles-ci, mentionnons celles par lesquelles il rejetait l'annexion du Koweït par l'Iraq, exigeait la libération des otages, condamnait les violations par l'Iraq de l'immunité diplomatique, fournissait une aide aux pays confrontés à des difficultés économiques en raison de l'application des sanctions, étendait l'embargo au trafic aérien, exigeait que l'Iraq cesse de déporter des Koweïtiens, réaffirmait que l'Iraq était responsable des dommages causés par l'invasion.

Pendant tout ce temps, une force multinationale s'est déployée en Arabie saoudite et dans les États du Golfe. Elle devait dissuader l'armée iraquienne de se lancer dans d'autres agressions, appliquer les sanctions économiques décrétées par les Nations Unies et montrer clairement à Saddam Hussein qu'il devait mettre fin à son occupation du Koweït.

En outre, de nombreux efforts diplomatiques ont été déployés pour convaincre l'Iraq de se retirer du Koweït. Ces efforts ont fait intervenir entre autres les Nations Unies, la Ligue arabe, le mouvement des non-alignés, des dirigeants arabes et musulmans ainsi que les représentants des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, soit les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, l'Union soviétique et la Chine. Toutes les solutions pacifiques ont été examinées.

Le 29 novembre, le Conseil de sécurité adoptait la résolution 678, qui indiquait clairement à Saddam Hussein qu'il devait retirer ses troupes du Koweït au plus tard le 15 janvier, sinon il y serait forcé. Cette résolution a accordé un «délai de grâce» de 48 jours à Saddam Hussein. Il l'a rejetée comme il avait rejeté toutes les résolutions précédentes, et il a continué à se préparer à la guerre.

Tout au long de la crise, le Canada a joué un rôle actif dans la recherche d'une solution diplomatique sous les auspices des Nations Unies. Par exemple, lorsque le Premier ministre a rencontré le Président Bush à Kennebunkport, l'été dernier, certains Américains influents conseillaient à M. Bush de lancer immédiatement une attaque limitée ou «chirurgicale». Le Premier ministre a indiqué au Président qu'il s'opposait à une telle mesure et l'a encouragé à rechercher un règlement, pacifique si possible, par l'intermédiaire des Nations Unies.